

LE POINT DE VUE **DU PCF**

SUR LA 3^e PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE (PPE 3)



Le réchauffement climatique s'accélère. Les alertes du GIEC et des dizaines de milliers de scientifiques fournissent un travail considérable par son ampleur et par sa rigueur. Au-delà d'1,5°C de hausse des températures, nous plongeons vers l'inconnu. Cela nous oblige en tant que responsables politiques et c'est dans ce sens que le PCF fait de l'action climatique une de ses priorités majeures. Il nous faut donc agir vite et fort.

C'est le sens du plan climat pour la France, *Empreinte2050* que nous avons construit avec des ingénieurs, des scientifiques, sur la base des travaux du GIEC, car nous accordons une grande importance aux apports scientifiques. Ce plan climat montre qu'il existe une alternative crédible pour lutter contre le réchauffement climatique, sans pénaliser les Français, sans provoquer du chômage, sans augmenter les inégalités, sans nourrir de la désespérance. Mais ce plan ne pourra être mis en œuvre qu'en sortant l'énergie d'une logique de marché pour en faire un bien commun.

L'énergie est un bien de première nécessité au cœur du développement de l'humanité. Mais nous savons aujourd'hui que la production d'énergie carbonée est à la base d'un dérèglement climatique lourd de dangers. Notre objectif doit donc être de s'affranchir à terme des combustibles fossiles, tout en répondant aux besoins individuels et industriels, en assurant l'indépendance énergétique du pays, en maîtrisant les coûts, en respectant l'environnement et en réduisant les risques.



Atteindre la neutralité carbone en 2050

Il faut sortir complètement de l'utilisation du charbon, pétrole, et remplacer le gaz « naturel » par du gaz « vert » tout en réduisant notre consommation de gaz, et réindustrialiser fortement le pays d'ici 2050 afin de réduire notre empreinte carbone. Nous proposons d'y parvenir par une production massive d'électricité grâce à un mix décarboné alliant nucléaire et renouvelables à un niveau inédit et indispensables pour réussir la transition énergétique. Nous évaluons la consommation d'électricité à 695 TWh en 2035 et 970 TWh en 2050.

Relancer le secteur nucléaire

Le PCF est pour une relance du nucléaire en prolongeant la majorité du parc de réacteurs existants au-delà de 60 ans et en construisant 20 réacteurs EPR2 et 12 réacteurs modulaires (SMR NUWARD) d'ici 2050. La recherche dans le nucléaire 4ème génération (Astrid) doit se poursuivre car elle est une réponse d'une part à la question de la réduction des déchets radioactifs et de leur toxicité et d'autre part à l'approvisionnement en uranium. A plus long terme, la perspective de la maîtrise de la fusion nucléaire ouvrirait de nouvelles perspectives en repoussant le spectre de l'épuisement des ressources tout en éliminant les risques les plus importants attachés au nucléaire de fission.

Développer massivement les énergies renouvelables

Le PCF préconise de développer massivement les énergies renouvelables (éolien, solaire, hydraulique permettant également la gestion de l'eau, biomasse, cogénération permettant également le traitement des déchets) pour répondre à la croissance des besoins d'électricité d'ici 2035, car aucun nouveau réacteur nucléaire ne pourra être mis en service d'ici là, hormis l'EPR de Flamanville. Il faut continuer les études et les recherches sur le stockage de l'énergie (STEP, batteries, vecteur hydrogène...).

Réindustrialiser le secteur

La France doit produire ici ce dont elle a besoin, que ce soit pour les besoins du quotidien ou pour les technologies de la transition énergétique : le PCF propose de fabriquer des voitures électriques et les batteries associées, des panneaux photovoltaïques, des éoliennes, des pompes à chaleur, des électrolyseurs pour produire de l'hydrogène, des composants des réseaux électriques et des centrales nucléaires... Il est indispensable de prendre les dispositions politiques et économiques pour réindustrialiser le pays afin de réduire les importations d'émissions de gaz à effet de serre dans les produits importés.

Cela passe par une véritable planification industrielle permettant aux entreprises de biens d'équipement et à leurs sous-traitants, d'investir, de former une main d'œuvre qualifiée, au niveau des besoins. Et produire en France, impose de donner un rôle nouveau aux grands donneurs d'ordre. Il faut qu'ils soutiennent notre tissu de TPE et PME car ils sont souvent les sous-traitants de rang 1 et 2... Ils sont souvent les variables d'ajustement de ces grands groupes donneurs d'ordre.

Cette production massive d'électricité permettra en outre de préserver la biomasse en faisant le choix de redonner à l'agriculture sa fonction nourricière et de retrouver totalement notre souveraineté alimentaire. Pour cela, il ne doit pas être envisagé de détruire des millions d'hectares de terres agricoles pour produire massivement des biocarburants ou de la biomasse sous d'autres formes. Il doit être engagé un vaste plan agroforestier, conciliant captation du carbone et production agricole (augmentation de la surface forestière de 2,4 millions d'hectares).

En matière de transports, la libéralisation du rail doit être stoppée pour aller vers le développement d'un service public du ferroviaire à même de financer l'électrification des lignes nécessaires, d'accélérer le report modal de la route vers le rail. La gratuité partout pour les usagers des transports collectifs doit être garantie. La production d'un modèle léger et peu cher de voitures électriques accessible à toutes et une prime à la conversion allant jusqu'à 10.000 euros pour des véhicules d'occasion doit être développée. Il nous faut développer la décarbonation de l'aviation.

En matière de logement, il faut des investissements massifs dans les rénovations thermiques globales tout en assurant un suivi des travaux et un contrôle sur la performance énergétique et en garantissant un reste à charge à 0 pour les foyers les plus modestes. Il y a besoin de construire 2,5 millions de logements et d'effectuer le changement des systèmes de chauffage polluants en les remplaçant par des pompes à chaleur et des réseaux de chaleur urbains.

Retrouver une maîtrise des tarifs

Il faut interdire les coupures d'énergie pour cause de précarité énergétique et reconstruire des tarifs de l'énergie reflétant les coûts réels de production, de distribution et de commercialisation. En ce sens, les tarifs régulés fixés par la puissance publique et préservant la péréquation tarifaire sont essentiels et doivent être pérennisés. Les tarifs « dynamiques » interdits. Un prix de l'énergie accessible est aussi un gage de localisation industrielle. Afin d'assurer une compétitivité à nos entreprises et combattre les délocalisations, il y a besoin d'avoir une stabilité des prix sur le long terme et d'engager la contractualisation de contrats d'énergie de type Exeltium.

Plus de coopération internationale

Parce que les émissions de gaz à effet de serre sont mondiales, il y a nécessité d'agir pour renforcer la diplomatie climatique pour mener à bien les politiques d'adaptation et d'atténuation dans les pays pauvres dont les besoins sont évalués à près de 1 300 milliards de dollars/ an. Il faut que les pays riches abondent le fonds mondial d'adaptation et d'atténuation au niveau nécessaire par la création monétaire et développent des coopérations concrètes avec les pays qui en ont besoin, comme par exemple un accès facilité aux technologies bas carbone. Afin d'éviter les tensions et conflits, les ressources énergétiques doivent être considérées comme des biens communs de l'Humanité.

La transition doit être un levier pour de nouvelles avancées de progrès social. Il faut engager un grand plan de formation initiale et continue et la mise en place d'une sécurité d'emploi et de formation permettant à chaque individu dont l'emploi serait impacté par la transition écologique de bénéficier directement d'un nouvel emploi correspondant à ses qualifications ou d'une formation rémunérée lui garantissant son revenu pour aller vers un nouvel emploi.

Une maîtrise publique de l'énergie

Le secteur énergétique est stratégique pour notre pays. Il est à extraire des logiques de marché et de concurrence, il y a donc urgence à renégocier les traités européens. Nous proposons la mise en place d'un pôle public de l'énergie constitué des grandes entreprises de l'énergie : Edf, Engie, Total énergie, permettant de sécuriser les réalisations, la production, la distribution, les investissements, les dépenses humaines et les moyens pour la recherche garantissant à notre pays le contrôle et la souveraineté du secteur. Il y a besoin d'un service public national de l'énergie, efficace, démocratisé qui associe, dans la décision et la gestion, les salariés, les usagers, les collectivités locales.

Organiser le financement

Il faut construire un pôle public bancaire au service de notre économie organisé avec la CDC, la BPI et la nationalisation des deux grands groupes bancaires privés (BNP-Paribas et Société Générale) capable de faciliter l'accès aux crédits aux TPE et PME. Cet outil avec un statut public de crédit pourrait se refinancer auprès de la banque centrale européenne et bénéficier de taux négatifs, de même que la Banque européenne d'Investissement. Nous organiserons des prêts bonifiés aux entreprises avec des critères précis à celles qui s'engagent à recruter, à former, à relocaliser, à investir, à augmenter les salaires.

Au niveau européen, nous proposons la création d'un fonds européen pour le climat destiné à mobiliser la création monétaire de la BCE sous forme de prêts à long terme et à taux d'intérêts réduits (0% voire moins pour les projets les plus efficaces au regard des critères économiques, sociaux et environnementaux).

Il est nécessaire de conditionner et contrôler les aides publiques versées aux entreprises suivant ces mêmes critères.

Conclusion

En conclusion, pour réussir cette transition, les entreprises, le capital, doivent participer à cette transition. Elle ne peut pas reposer uniquement sur l'État. Il faut mobiliser les moyens, les énergies pour relever cet incroyable défi. Et nous ne le ferons pas sans sortir d'un capitalisme financier qui capte les richesses et les détournent des investissements à faire au service de notre souveraineté économique et du climat.